

Lundi 29 Septembre 2025

Le recul social ne se négocie pas, il se combat !

Depuis une semaine, les politiciens de droite et d'extrême droite se serrent les coudes autour de Sarkozy. Ces gens-là réclament à longueur de journée des peines exemplaires contre la petite délinquance mais ne supportent pas que l'un des leurs soit condamné. Jeudi 2 octobre, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui se serreront les coudes de nouveau dans la rue et dans la grève. Après le 10 et le 18 septembre, ce sera une troisième occasion d'apparaître comme la seule force capable de mettre fin à toutes les politiques de régression sociale.

Les patrons sont contents

Lecornu n'a toujours pas annoncé son gouvernement, mais il est certain que le nouveau trombinoscope va ressembler aux précédents : une bande de porte-flingues des actionnaires du CAC 40. L'interview du Premier ministre au *Parisien* était à peine parue vendredi que le président du Medef lui envoyait un bon point. Car, ô surprise, il n'y a aura pas de retour de l'ISF, les riches ne seront pas taxés (même pas symboliquement à la mode Zucman), la réforme des retraites ne sera pas abrogée... Encore un effort, élève Lecornu, et le grand meeting « *du patronat en colère* » prévu le 13 octobre sera annulé. Il n'y a que le PS pour jouer les Calimero : si ce que prévoit Lecornu est « *trop injuste* », il menace de voter la censure.

Et pour cause, la guerre sociale va continuer de plus belle !

Bayrou voulait réduire le déficit public à 4,6 % du PIB, Lecornu s'en tiendrait à... 4,7 % ! Ses intentions sont dans la lignée de son prédécesseur : faire s'envoler les dépenses militaires, continuer à arroser les actionnaires et mettre à l'amende les services publics. Finis les clins d'œil au PS, désormais la macronie compte sur les députés du RN. Lecornu reprend le programme raciste et anti-pauvres de l'extrême droite qui s'en prend aux « assistés » que seraient les bénéficiaires de minima sociaux, les étrangers et les chômeurs. À la clé, des attaques brutales contre la partie la plus exposée du monde du travail, les travailleurs privés d'emploi ou de papiers. Ce ne sont pourtant pas eux qui pillent le budget de l'État, mais les riches qui pratiquent la fraude et l'optimisation fiscale et les capitalistes qui

palpent chaque année 270 milliards de subventions. Les patrons sont les vrais assistés, les vrais parasites qui se gavent de notre exploitation au travail !

Nous ne pouvons pas nous défendre avec des armes en carton

Dans la foulée du succès des grèves et des manifestations des 10 et 18 septembre, les directions syndicales n'ont pas fait mieux que de lancer « un ultimatum » à Lecornu... qui n'en a rien eu à cirer. Une fois ressorties bredouilles de Matignon le 24 septembre, elles ont appelé à une nouvelle journée de grève le 2 octobre. Désormais, Sophie Binet, dirigeante de la CGT, dit que c'est « *sur la base du rapport de force après le 2 octobre* » qu'elles vont retourner voir Lecornu. Comme si on ne descendait dans la rue que pour aller quémander sagement le lendemain à Matignon ! Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, une seule journée supplémentaire de mobilisation ne suffira pas. Il faudra les y contraindre en « bloquant tout » par une grève qui s'étend dans tous les secteurs et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits. Faire payer les patrons, c'est leur arracher de meilleures conditions de vie et de travail : qui peut vivre aujourd'hui avec moins de 2 000 € par mois ?

Soyons massivement en grève le 2, dans tous les lieux de travail, mais aussi dans les lieux d'études, les facs et les lycées, où la jeunesse scolarisée est mobilisée depuis le 10 septembre. Pas pour mendier des pourparlers dans les salons de Matignon. Mais pour nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, pour construire les étapes d'un mouvement d'ensemble. Pas d'économies sur nos vies : pour vivre et pas seulement survivre, prenons sur les profits !

Discrimination

Pendant le chômage, les cadres sont payés à 100 %, tant mieux pour eux, mais les ouvriers seulement à 84 % du net. Pire : des salariés sous-traitants sont encore moins rémunérés et leurs chefs les incitent à vider leur compte de congés payés. Écœurant !

On fabrique tous des voitures, et aucun d'entre nous n'est responsable du chômage : exigeons d'être payés à 100 %.

Besoin d'un dictionnaire ?

Des RU et des délégués bénî-oui-oui mettent la pression sur des salariés pour qu'ils se portent volontaires pour des formations pendant le chômage.

Volontariat ça ne veut pas dire obligatoire. On est grand, on sait ce qu'on a à faire.

Start and... Stop

La direction a refusé de nombreuses demandes de 4^e semaine accolée cet été. Elle nous a fait travailler depuis des mois à 33 ou 30 véhicules par heure. Et maintenant elle nous met 3 semaines d'arrêt de production en octobre (quand il fait moche). Il faut bosser comme des dingues pour ensuite tout stopper. C'est totalement irrationnel comme organisation !

Détournement de congés

Elle veut nous voler 3 jours de congés en les positionnant fin octobre. On n'a rien demandé. Les congés nous appartiennent, stop aux vols !

Les cacahuètes du DAEC

Le 1^{er} octobre, le nouveau plan de départ volontaire de la direction sera disponible. Il est encore plus pourri que celui de l'année dernière qui était déjà bien pourri. Avant la fermeture, la direction espère vider l'usine en faisant des économies. Non à la fermeture ! On a l'intention de faire payer notre peau chère... très chère.

Opportunité... d'une belle spéculation immobilière

« C'est une opportunité ! », la direction explique qu'il faut réduire la taille du site, pour être plus compétitif comme usine d'assemblage de voiture. Mais on n'a aucune voiture à faire après la Mokka. En 2027 ou avant, la seule compétition sera pour savoir quel patron a fait le plus de chômeurs ?

Publicité contre notre expulsion

Mardi dernier, à la mairie de Poissy, avait lieu « le premier comité de pilotage » où se sont rencontrés la présidente de région, la maire, d'autres politiciens et les dirigeants du PSG. Tout ce beau monde s'agitait pour accélérer l'implantation du PSG Land sur les terrains de l'usine. Des ouvriers Stellantis s'y sont invités avec caméras et micros des journalistes. On fera tout pour se montrer et salir l'image de la direction Stellantis et tous ceux qui nous poussent au chômage !

Un droit de vie et de mort révoltant

Vendredi midi les salariés de OP Mobility (ex-Plastic Omnia) de Flers près de Douai sont venus crier leur colère sous les fenêtres des dirigeants devant le Campus Stellantis à Poissy. Ce site de 114 salariés produit des couvercles composites pour les Packs batteries notamment. Le groupe Stellantis a décidé de se passer d'eux du jour au lendemain en les faisant en aluminium et les donc condamner à une fermeture.

Ces salariés ont raison de venir réclamer des comptes à la direction et de chercher des alliés ouvriers dans leur lutte. Tous les salariés de l'automobile sont menacés par les patrons !

#mytho

À l'annonce de la venue des salariés de OP Mobility, la direction a fait vider le Campus de Poissy des cadres et techniciens, en les incitant à faire du télétravail. Coté usine, elle a demandé aux ouvriers de venir beaucoup plus tôt. Le tout en faisant courir la rumeur qu'il y allait avoir un « blocage ».

Ça n'a jamais été l'intention : les salariés de OP Mobility n'ont rien bloqué, ils se sont juste rassemblés. L'opération de la direction pour les rendre impopulaires est ratée : populaires, ils l'ont été !

Je savais, je savais... mais j'ai rien dit j'ai rien fait

Devant les caméras, l'ancien maire de Poissy et député macroniste Karl Olive a expliqué qu'il était au courant depuis janvier dernier qu'il y aurait des semaines de chômage en octobre. Avant ces derniers jours, ça n'a jamais été annoncé aux élus du personnel et presque personne dans l'usine n'était au courant. Lui Karl Olive prétend qu'il l'était et n'a rien dit depuis !

Karl Olive, profession menteur

Fervent partisan du PSG Land sur les terrains de l'usine, et voulant aider la direction de Stellantis à camoufler son projet de fermeture, Karl Olive a cherché à rassurer les téléspectateurs sur l'avenir du site. Condamné en 2024 à 8 mois de prison avec sursis car il a « commis des faits de prise illégale d'intérêt », ce politicien en campagne municipale n'est pas à un mensonge prêt. Que ce perroquet de la direction aille dormir lui aussi la tête haute en prison, on l'entendra moins.

Patrons voyous, ici comme là-bas

Le premier équipementier automobile mondial Bosch annonce encore 13 000 suppressions d'emplois, surtout en Allemagne, et ça fait suite à déjà 9 000 suppressions annoncées en 2024.

Avec 1,3 milliards de bénéfices après impôt en 2024 et 2,6 milliards en 2023, Bosch est pourtant très loin d'être en difficulté, et cherche surtout (tout comme Stellantis) à maintenir ses profits, en compactant les effectifs, surchargeant ceux qui restent et en mettant au chômage les autres !